

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 08/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RHONE GAZ

BP 31
69320 Feyzin

Références : UD-R-CRT-26-28-MC
Code AIOT : 0006103974

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement RHONE GAZ implanté Rue de Sibelin BP 31 69360 Solaize. L'inspection a été annoncée le 16/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHONE GAZ
- Rue de Sibelin BP 31 69360 Solaize
- Code AIOT : 0006103974
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société RHÔNE GAZ, détenue par ANTARGAZ et PRIMAGAZ, exploite sur le territoire de la

commune de Solaize, un centre emplisseur de bouteilles de gaz composé principalement :

- d'une sphère de butane de 1000 m³ ;
- d'une sphère de propane de 600 m³ ;
- d'un hall d'emplissage de bouteilles de gaz ;
- de stockages de bouteilles de butane et de propane.

La société RHÔNE GAZ est autorisée (classée seveso seuil haut) et réglementée au titre du code de l'environnement par un arrêté préfectoral du 7 juin 1993 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Procédure d'urgence	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article Article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article Article 11	Sans objet
7	Plan d'opération	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	interne – Contenu		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si le POI ne reflète pas totalement l'organisation du site face à un accident, lors de cette inspection, l'exploitant a démontré qu'il savait faire face à une situation accidentelle de manière sereine et organisée.

Les personnels impliqués dans l'exercice ont globalement montré qu'ils étaient entraînés à gérer ce type de situation.

Les moyens matériels dont dispose l'exploitant sont efficaces : données sur les installations, sur les produits, abaques utiles à la gestion d'un accident permettant d'évaluer la durée théorique d'une fuite, les capacités d'extinction à disposition, plans, moyens de visualisation et de communication...

Néanmoins, l'organisation en heures non ouvrées, qui ne prévoit actuellement dans le POI l'intervention que d'une seule personne doit être renforcée.

Par ailleurs, l'exploitant a contesté la possibilité de survenue de certaines situations accidentelles hors heures ouvrées. Elles sont pourtant physiquement tout à fait possible et largement documentées par l'accidentologie industrielle. L'inspection encourage donc l'exploitant à renforcer sa culture du risque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Acteurs du POI
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
Constats : Le POI de l'exploitant fait appel à plusieurs fonctions : - en HO (heures ouvrées) : DOI, COI, équipe d'intervention ; - en HNO (heures non ouvrées) : agent de télésurveillance et astreinte qui devient DOI en cas de déclenchement du POI. Un tableau dans le document précise quelles personnes sont susceptibles d'endosser ces rôles.

Il est à noter qu'en HNO, seule la personne d'astreinte est mobilisée en interne.

En HNO, le POI indique que l'astreinte devient DOI en cas de confirmation de l'alerte transmise par l'agent de télésurveillance. Le DOI doit alors lancer les appels prévus et accueillir les secours. Les actions à réaliser par l'astreinte sont les suivantes :

- réceptionner l'appel de l'agent de télésurveillance ;
- se déplacer sur site ;
- consulter la centrale alarme pour connaître l'origine de l'alarme ;
- confirmer ou infirmer l'alarme ;
- s'assurer de la mise en route des moyens d'arrosage fixes ;
- prendre la mission de DOI.

Le DOI est responsable de l'information des autorités.

Lors de l'exercice, l'inspection a contacté directement la personne d'astreinte pour lui annoncer le déclenchement fictif d'une alarme détection gaz sur la sphère de propane.

La personne d'astreinte et certains cadres disposent d'une tablette avec retransmission de la vidéosurveillance et report des alarmes.

La levée de doute se fait normalement visuellement à partir de la vidéo : selon l'exploitant, dans le scénario de l'exercice, une fumée blanche aurait été visible et aurait indiqué le sens du vent.

La convention d'exercice était la suivante : vent du nord vers le sud à 5 m/s.

Disposant de cette information, l'astreinte a indiqué qu'elle arriverait sur site par l'entrée principale pour éviter de traverser le nuage de propane.

La personne d'astreinte a réalisé la levée de doute fictivement à distance et lancé le train d'appel depuis son domicile. Il est resté sur le terrain pendant l'exercice.

Sont venus en renfort, de façon volontaire :

- le directeur du site qui a joué en alternance les rôles de DOI et COI ;

- la personne en charge de la sécurité, qui s'est positionné au Pcex

S'agissant de la tenue des rôles, le directeur de site a d'abord pris le rôle de DOI mais n'est pas resté en salle et a également rapidement assuré la fonction de COI sur le terrain, il a régulièrement changé de rôle au cours de l'exercice.

Dans un second temps, la personne chargée de la sécurité sur site est arrivée et a assuré un certain nombre de missions dans la salle identifiée comme PCEx, parmi lesquelles :

- tenir la main courante (action qui s'est avérée très complexe) ;

- tenir à jour l'état de l'arrosage et des réserves d'eau.

La communication entre salle et terrain s'est faite de façon fluide par talkie walkie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son POI pour qu'il reflète son mode de

fonctionnement réel, en particulier en HNO et de revoir son organisation en terme de moyens humains systématiquement mobilisés afin de permettre la bonne mise en œuvre, en toutes circonstances, des actions prévues par le POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches scénario
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le scénario retenu dans le cadre de cet exercice est celui de la fuite de gaz non enflammée sur la sphère de propane qui fait l'objet d'une fiche dans le POI. L'exploitant a suivi les actions listées dans cette fiche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer que la mise en sécurité s'est bien effectuée ; - mettre en œuvre les moyens d'arrosage fixe ; - délimiter la zone sensible à l'aide d'explosimètres ; - tenir compte de la direction du vent ; - couper l'arrosage des équipements non menacés ; - canaliser le nuage, l'orienter à l'eau. <p>La stratégie choisie par le DOI a été de cloisonner le nord puis la partie ouest.</p> <p>Il s'est équipé d'explosimètres. L'inspection a précisé la donnée d'exercice suivante : seul le capteur gaz de la sphère propane se déclenche (à 50%LIE), les autres capteurs fixes ne détectent rien. Certains explosimètres mobiles ont été déclenchés de manière fictive. L'exploitant a bien exploité les outils dont il disposait en salle pour orienter ses choix : utilisation de la vidéo pour localiser les balises ayant sonnées, estimation de la durée de la fuite, utilisation rationnelle des moyens de protection des installations...</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Articulation avec services d'urgence externes
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; [...]
Constats : L'inspection a noté que l'exploitant n'a pas réussi à fournir aux pompiers de la raffinerie, dont l'intervention est prévue par convention, des réponses précises aux questions posées, au moment de leur accueil. Néanmoins, le POI contient une fiche permettant de lister les informations à fournir aux pompiers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'entraîner sur l'accueil des pompiers et améliorer ses outils permettant de faciliter leur intervention : fourniture de plans, renforcement des informations à transmettre...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Procédure d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'urgence
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation, l'exploitant met en place une surveillance de l'installation, par gardiennage ou télésurveillance. En cas de détection de gaz ou de flamme telles que définies au I de l'article 7 et à l'article 12, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Une procédure désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Cette procédure précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles. L'exploitant définit par procédure les actions à réaliser par la ou les personne(s) compétente(s). Cette procédure prévoit la mise en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que : <ul style="list-style-type: none">- l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;- les opérations prévues au II de l'article 7, la mise en service des dispositifs d'arrosage lorsqu'ils

existent et la fermeture des organes de sectionnement permettant de réduire la quantité de gaz rejetée, lorsque ces actions n'ont pas été déclenchées automatiquement ;

- l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;
- l'accueil des secours extérieurs.

Le délai d'arrivée sur site de la ou des personne(s) compétente(s) est de trente minutes maximum suivant la détection de gaz ou de flamme. Au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers, qui nécessiterait de disposer d'une ou plusieurs personne(s) compétente(s) dans un délai moindre pour mettre en œuvre les actions nécessaires de mise en sécurité des installations, le préfet peut réduire ce délai par arrêté préfectoral.

Constats :

La personne d'astreinte est arrivée sur site en moins de 30 minutes, la consigne avait été donnée par l'inspection de ne prendre aucun risque sur la route.

D'autres personnels sont arrivés quelques minutes après.

Le schéma d'alerte en HNO du POI mentionne le report d'alarme chez l'agent de télésurveillance, chargé de l'appel de l'astreinte ; puis l'évaluation de la situation avec déplacement sur site par l'astreinte.

En cas de confirmation de l'alarme, la personne d'astreinte doit déclencher le POI et lancer le train d'appels.

Ce train d'appel comprend les pompiers de la raffinerie ainsi que le SDMIS.

Le POI contient une fiche permettant à l'exploitant de donner les informations pertinentes aux secours.

En réalité, les différents acteurs du POI disposent d'une tablette avec report des alarmes et des images de la vidéosurveillance et la levée de doute est faite habituellement à distance par observation des images (présence de fumées blanches) avant lancement du train d'appel depuis le domicile du personnel d'astreinte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en cohérence son POI (notamment la partie relative au schéma d'alerte) afin qu'il corresponde à la réalité (levée de doute à distance notamment).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article Article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Refroidissement des réservoirs

Prescription contrôlée :

Les réservoirs sont protégés des agressions thermiques.

<p>Lorsque les réservoirs sont aériens et ne disposent pas d'une protection leur permettant de résister à toutes les agressions thermiques décrites dans l'étude de dangers, ils sont protégés par un système d'application d'eau de refroidissement. Celui-ci assure un débit minimal uniforme de ruissellement d'eau de 10 litres par mètre carré d'enveloppe et par minute, sur leur paroi. Tout élément et tout équipement nécessaire au maintien de l'intégrité des réservoirs bénéficie du même niveau de protection.</p> <p>Le dispositif d'arrosage est installé en permanence sur le réservoir et doit rester opérationnel en cas de feu de cuvette.</p> <p>Sur justification technique de l'exploitant, le préfet peut, par arrêté, réduire le débit précité sans toutefois que cette diminution n'excède 15 % de ce débit.</p> <p>La réserve d'eau de refroidissement du site est dimensionnée sur le scénario le plus pénalisant décrit dans l'étude de dangers avec une autonomie d'au moins deux heures. Le débit de refroidissement précité doit pouvoir être appliqué pendant au moins quatre heures. L'exploitant s'assure que tout dispositif ne permettant pas de fournir, pendant quatre heures, le débit correspondant peut être secouru en temps utile pour permettre l'application du débit imposé pendant cette durée de quatre heures. Les moyens nécessaires à ce secours peuvent être des moyens externes tenus à la disposition de l'établissement et dont l'exploitant s'assure régulièrement de l'efficacité.</p>
<p>Constats :</p> <p>cf annexe confidentielle</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan d'opération interne – Contenu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Délais d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait appel aux pompiers de la raffinerie voisine pour les opérations d'extinction et de refroidissement d'équipements si nécessaire, en complément des installations fixes dont il dispose.</p> <p>Selon l'exploitant, une convention a été établie à cet effet.</p> <p>Il est à noter que les moyens en eau de la raffinerie sont également mis à disposition, ces moyens sont illimités car constitués par le Rhône.</p>

Les pompiers de la raffinerie, qui n'étaient pas prévenus de l'exercice, ont joué leur rôle lors de cette inspection (mobilisation de 4 personnes).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre la convention établie avec la raffinerie pour les opérations de gestion d'incident/accident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant disposait de l'état des stocks du jour sur son PC, qui était cohérent avec les observations faites sur site : <ul style="list-style-type: none"> - tous les wagons présents étaient vides ; - il n'y avait pas de camion ; - les bouteilles stockées étaient prises en compte ; - les quantités de produits présentes dans les sphères (valeur confirmées par les relevés de hauteur des sphères disponibles au PCEx).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées. [...] L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.[...]
Constats : L'état des stocks n'est pas répertorié dans la version du POI (novembre 2022) dont dispose l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit référencer son état des stocks dans son POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois